

682

Domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 682 5 mai 1983
Vingtième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Eric Baier
François Brutsch
Marcel Burri
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Point de vue:
Hélène Bezençon

Le complot

«Le consulat du Guatemala à Lausanne occupé? Encore un coup de Novosti!?!», titrait samedi dernier le «Nouvelliste», caractères gras en évidence dans les informations nationales. En pages intérieures, le quotidien valaisan, comme toute la presse suisse, faisait une large place à la décision du Conseil fédéral de fermer le bureau bernois de l'Agence de presse soviétique Novosti et d'expulser son directeur. Il n'aura donc pas fallu attendre longtemps pour voir fleurir les amalgames que suggère la façon à la fois péremptoire et redoutablement floue avec laquelle les faits ont été livrés à l'opinion publique.

Noyautage de mouvements pacifistes¹, soutien à des objecteurs «en puissance», appui à des manifestations diverses, endoctrinement de jeunes gens, etc.: pas question, en l'état actuel des choses, de contester au Conseil fédéral le droit et le devoir de neutraliser un «centre d'information subversive, de subversion et d'agitation», si les preuves existent que «la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse» se trouvait menacée. Même si on peut douter de l'efficacité de la décision prise à l'endroit de Novosti: dans la mesure où elle en a besoin, l'URSS a bien d'autres canaux à sa disposition pour tenter d'intoxiquer l'opinion. Même si le renvoi de journalistes est généralement à mettre sur le compte de la faiblesse d'un régime: voyez la nature des gouvernements qui se font une spécialité de l'expulsion de correspondants de presse peu dociles! Même si on peut penser que le pluralisme de la presse dans notre pays devrait être un antidote suffisant à l'«information subversive»: la population est assez adulte pour faire ses choix en toute indépendance.

Répetons-le: pas question de contester au Conseil

fédéral le droit de mettre de l'ordre dans la maison, s'il le juge indispensable. Mais dès lors que ce travail de police doit être porté à la connaissance du public, la forme de la communication est cruciale. Surtout si d'entrée de cause on sait que le secret de l'enquête ne sera pas levé et que les preuves ne seront pas publiées! Or dans le cas de Novosti, le communiqué du Département de justice et police a beau être long, il ne fait que renforcer les ambiguïtés et les équivoques, prétextes à toutes les généralisations abusives sur le compte du mouvement pacifiste ou des objecteurs de conscience, pour ne pas parler de la résistance au nucléaire.

Un exemple? Le soutien et l'information aux objecteurs: des centres existent en Suisse (Lausanne, Berne, Bâle, Zurich) qui se chargent de ce travail sans l'ombre d'une clandestinité, grâce au dévouement de plusieurs dizaines de bénévoles. Que reproche-t-on au juste aux collaborateurs de Novosti? Remet-on en cause plus largement ces contacts pris avec des jeunes gens, totalement marginalisés par une législation rétrograde?

L'occasion fait le larron: tout se passe comme si le Conseil fédéral n'avait pas su résister à la tentation d'intimider certaines oppositions jugées trop contestatrices. La manœuvre restera sans effet sur les militants, mais comme d'habitude dans ces cas-là elle découragera l'esprit critique du plus grand nombre. Variations à l'infini sur le thème «il n'y a pas de fumée sans feu».

Un dernier mot sur l'atmosphère de complot et de manipulations diverses dans laquelle baigne cette affaire: toute campagne de sensibilisation d'une certaine envergure secrète son lot de tentatives de récupération (de tous bords, du lobbying professionnel à l'«entrisme» artisanal façon extrême-gauche); c'est un secret de polichinelle. Que le Conseil fédéral se rassure: les «manipulés» en puissance sont au parfum.

¹ Sur les différents visages du pacifisme, voir DP 609, 610 et 612 (oct.-nov. 1981) et la mise au point historique parue dans le dernier «Rebrousse-Poil» (mai 83).

RADIO

Taisez-vous et vous serez écoutés

Tandis que les demandes de concession pour l'exploitation de radios et de télévisions locales font toujours l'objet de comparaisons-appréciations à Berne, les éventuels futurs exploitants ont droit aux conseils de toutes sortes de spécialistes en communication. Ainsi, un psychopédagogue de Zurich, rattaché à la maison Philips pour laquelle il a déjà fait plusieurs réalisations audio-visuelles, disserte dans les revues professionnelles et les journées d'information internationales sur les comportements des auditeurs de radio.

Beaucoup de lieux communs, et quelques règles utiles, y compris pour les gens de la RSR: un débit rapide provoque l'incompréhension totale du discours, seule une répétition systématique permet de diminuer l'inexactitude des informations retenues, un fond sonore nuit sauf exception à l'appréhension même du message, vu la mauvaise sélectivité de l'oreille humaine.

Le fin du fin: ne pas consacrer plus de la moitié du temps disponible aux informations importantes, destinées à être mémorisées ou du moins écoutées. L'audition attentive étant intermittente, et de meilleure qualité si elle se «repose» par instants, il convient d'alterner autant que possible le parlé supposé important avec le bruit (musical) et, indispensable pour «rattraper» l'auditoire, de véritables pauses (quelques secondes de silence).

Ce que le bon docteur Hunziker ne dit pas, c'est la nature du message qu'il veut ainsi mettre en évidence: information ou bavardage publicitaire? Réponse sur les ondes locales dès l'année prochaine.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Villas en pagaille

Est-il conciliable de prendre d'une part des mesures pour encourager «l'accès à la propriété» des maisons familiales, et d'autre part des mesures d'aménagement du territoire «en vue d'assurer une utilisation judicieuse du sol et une occupation rationnelle du territoire»? C'est en tout cas ce que prévoit la Constitution fédérale (art. 34 sexties et 22 quater)... Au long d'une thèse extrêmement stimulante qui vient d'être présentée dans le cadre du Département d'architecture de l'EPFL, Alain Garnier situe les enjeux et tente de faire le point de la politique suivie dans le cas du canton de Vaud ces vingt dernières années («L'expansion péri-urbaine — Le cas de la maison individuelle dans le canton de Vaud de 1960 à 1980»), dans la perspective loin-

taine de ces deux objectifs apparemment contradictoires.

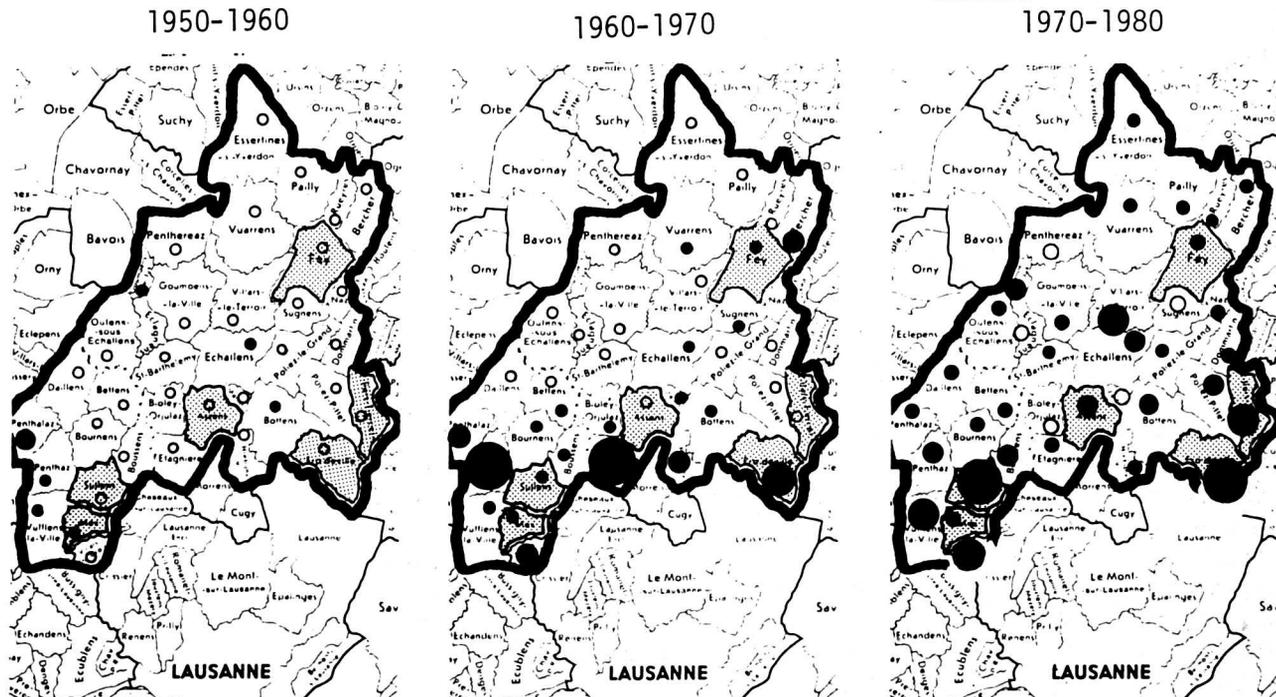
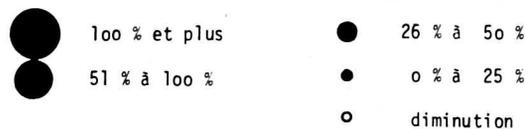
Le constat? Il est impressionnant, si l'on considère la véritable explosion de la construction de maisons individuelles ces dix dernières années: + 32%, avec à la clef une nouvelle forme d'urbanisation, huit villas sur dix ayant été construites hors des agglomérations, dans les espaces dit «péri-urbains» (cf. tableau ci-dessous — les démolitions ne sont pas comptabilisées dans le «total cumulé»)! Et à la clef, les répercussions que l'on sait sur les centres urbains ou sur les anciens équilibres ruraux, entre autres. Il faudra revenir sur les conclusions de l'auteur, qui tente de déterminer les possibilités qui s'offrent aux professionnels de l'aménagement de canaliser cette expansion forcée, de donner à ces «régions urbaines» une cohérence suffisante qui permette un développement plus harmonieux que pendant cette dernière décennie.

Evolution de la construction de maisons individuelles en Suisse
de 1970 à 1980

Année	Production annuelle			Total cumulé		
	Maison à 1 logement sans autre fonction	Nombre de logements total	% de vil- las	Maison à 1 logement sans autre fonction	Nombre de logements total	% de villas
1970	10 657	63 592	17	372 680	2 206 908	17
1971	10 963	65 248	17	383 643	2 272 156	17
1972	12 184	73 612	17	395 827	2 345 768	17
1973	13 320	81 865	16	409 147	2 427 633	17
1974	11 495	73 961	15	420 642	2 501 594	16
1975	8 715	54 899	16	419 357	2 556 493	16
1976	7 958	34 158	23	437 315	2 590 651	17
1977	10 463	32 297	32	447 778	2 622 948	17
1978	12 931	34 464	38	460 709	2 657 412	17
1979	15 025	37 813	40	475 734	2 695 225	18
1980	16 963	40 876	42	492 697	2 736 101	18
Total	130 656	627 684	20			

Construire les villes à la campagne

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DES COMMUNES DE
LA REGION PERIURBAINE DU GROS-DE-VAUD



Alain Garnier s'est tout particulièrement attaché à l'étude des mouvements de population dans six communes-témoins du Gros-de-Vaud, région dont on voit ci-dessus l'étonnante explosion démographique. Au-delà des notations historiques, plus particulièrement liées à la législation sur l'aménagement du territoire ou cernant le rôle des autorités communales, l'auteur dresse un portrait du « propriétaire péri-urbain » du Gros-de-Vaud. Quelques caractéristiques dominantes révélatrices: des citadins suisses fraîchement émigrés de l'agglomération lausannoise où ils étaient locataires d'un logement; couples mariés dont l'âge moyen se situe entre 30 et 50 ans, généralement avec deux enfants entre 6 et 15 ans; le chef de famille est cadre moyen

ou supérieur dans une entreprise du secteur tertiaire; en général, la femme ne travaille pas ou alors à temps partiel; le ménage possède souvent deux voitures et son comportement est très introverti: « Il sort peu et ne semble pas rechercher une vie sociale intense; ses relations avec ses voisins de la zone de villas sont qualifiées d'occasionnelles; il met l'accent sur la vie de famille, sur le «chez soi» et sur le sentiment d'attachement que lui procure sa maison.» A travers l'enquête qu'il a menée, Alain Garnier définit ainsi les principales priorités péri-urbaines:

41%: être chez soi, ne pas dépendre d'un propriétaire, indépendance, liberté...;
36%: être à la campagne, être proche de la nature,

avoir le calme, la tranquillité;
29%: faire un placement, ne pas subir les augmentations de loyer, ne pas payer un loyer à fonds perdu;
18%: avoir un jardin, de la place pour bricoler, facilité pour les loisirs...;
18%: conditions plus favorables pour élever une famille, logement plus grand, de nombreux enfants...;
11%: fuite de la ville, de la pollution;
4%: manque de logements en location dans la région (dans la commune);
3%: besoin de locaux pour des raisons professionnelles;
2%: pour pouvoir choisir ses voisins(?)

D'abord la libération sociale

Des principes à l'action sur le terrain: voici, déjà à l'épreuve du feu de l'efficacité, à peine mis sur pied, le Solifonds¹, «fonds de solidarité pour la libération sociale», fondation lancée par l'Union syndicale suisse, le Parti socialiste suisse, l'Oeuvre suisse d'entraide ouvrière, conjointement avec des groupes tiers-mondistes. Les premiers actes sont joués, mais la partie n'est pas encore gagnée, comme on va le voir en reprenant le scénario depuis le début.

Acte I. Les principes. Les statuts de la fondation précisent: «Le fonds de solidarité soutient la lutte pour la libération sociale dans le tiers monde. Il soutient aussi la lutte pour la conquête et la garantie des droits de l'homme, en particulier des droits politiques et syndicaux fondamentaux dans le monde entier. Il informe l'opinion suisse.» (art. 3) Au moment où les budgets de l'aide au développement passent de moins en moins facilement la rampe dans notre pays, mis en cause sous le signe des «économies» par une droite fascinée par le repli sur les privilèges acquis, la gauche syndicale et socialiste tente une ouverture, hors des canaux classiques de l'aide humanitaire et de la coopération technique.

Son diagnostic: «L'oppression et l'exploitation neutralisent souvent l'aide la plus généreuse, en la confisquant au bénéfice d'une minorité, qui en profite seule, comme des débuts de la croissance économique. Sans soutien extérieur direct, la majorité des travailleurs et des populations du tiers monde continueront à lutter désespérément contre la misère et l'oppression, et à exercer, sans le vouloir ni en être responsables, une pression croissante sur les salaires dans le reste du monde.»

C'est rappeler à la fois que la division internationale du travail impose une solidarité active des travailleurs les mieux lotis au bénéfice des plus défa-

vorisés, mais aussi que les intérêts des travailleurs européens et ceux des pays en développement sont définitivement liés: la fuite des postes de travail dont pâtissent en première ligne, en Suisse comme ailleurs, les travailleurs les moins qualifiés, les femmes ou les étrangers, dans les régions les plus faibles économiquement, répond à des calculs de coûts de production, fonction, en première ligne, des conditions salariales.

D'où l'ambition de prendre le mal à la racine, et d'agir, dans le tiers monde, là où des hommes et des femmes luttent pour la justice sociale et la démocratie, tant politique qu'économique.

Acte II. Les formes de l'action indispensable. Les animateurs de Solifonds misent sur des appuis ponctuels à court terme, des interventions immédiates, de durée limitée, «sans paperasserie ni bureaucratie», et notamment:

- l'aide matérielle à des groupes d'action, des syndicats, des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture,
- le soutien matériel de grèves,
- l'aide financière en cas de procès et le soutien politique de travailleurs condamnés, licenciés, incarcérés.

Acte III. La première campagne. D'entrée de cause, Solifonds s'engage sur un secteur ultrasensible de la politique mondiale, en appelant à soutenir les syndicats non raciaux en Afrique du Sud, présentés comme la «force décisive qui pourra un jour déloger le régime de l'apartheid». Le constat: «Les nombreux procès, grèves et arrestations de ces dernières années ont éprouvé les syndicats, tant sur le plan humain qu'au niveau financier. Parmi leurs nombreux besoins, il y a celui, urgent, de pouvoir disposer de véhicules: dans un pays vingt-neuf fois plus grand que la Suisse, où le travail syndical doit se faire en dehors des entreprises et rencontre d'innombrables obstacles, il est vital de rester mobile ou de le devenir davantage. D'autre part, les syndicats non raciaux ont constamment besoin de moyens pour couvrir

des frais de procès ou venir en aide aux travailleurs licenciés.» Et les bénéficiaires: d'une part la National Union of Textile Workers, syndicat fondé en 1973, dont les effectifs, en 1982, ont brusquement passé de 5 500 à 15 500 membres; d'autre part la Metal and Allied Workers Union, syndicat des ouvriers de la métallurgie regroupant 40 000 membres, notamment présent en 1982 lorsque les 1700 ouvriers de l'Alusaf (22% du capital de cette entreprise appartiennent à Alusuisse) entrèrent en grève (après trois semaines, les ouvriers devaient, pour des raisons financières, mettre fin à leur mouvement et 400 d'entre eux perdaient leur emploi, pour la plupart des militants du syndicat).

Une action exemplaire, parce qu'elle manifeste clairement les liens que Solifonds entend privilégier entre les luttes pour la libération et le développement, et aussi parce que des intérêts suisses sont en jeu et que la responsabilité particulière de notre pays dans ce cas n'est pas éludée. Il n'en fallait du reste pas plus pour que, du côté des milieux financiers, on crie à la subversion internationale, à l'intoxication révolutionnaire des bonnes volontés humanitaires.

Il reste que si une idée généreuse est maintenant passée dans les faits, le défi est encore loin d'être relevé.

La condition «sine qua non» de la réussite de l'entreprise est qu'elle dépasse les milieux tiers-mondistes, déjà sensibilisés, pour toucher les syndicats en profondeur: on mesurera l'ampleur de la tâche si on réalise à quel point un certain «nationalisme» de l'emploi sert de point de référence unique à des travailleurs touchés ou menacés par la crise.

Il ne sera pas moins délicat de parvenir à une réelle transparence de l'action, tant dans la détermination des cibles que dans l'estimation des résultats obtenus: il y a là tout un apprentissage concret de la solidarité sur le terrain qui ne pourra être fait du jour au lendemain.

¹ Adresse utile: Quellenstrasse 31, 8005 Zurich (ccp: Solifonds, 80-7761 Zurich).

Double vue

La Banque Cantonale Vaudoise (BCV) qui s'honore d'avoir un réseau de plus de 1500 correspondants dans le monde entier, organise le 10 juin prochain sa seconde journée de relations publiques sur «Le Japon, hier et aujourd'hui». On ne regarde jamais assez au-delà des limites de son canton.

A relever en outre, dans le Rapport annuel de la BCV pour 1982, à propos des placements fiduciaires, qui se sont d'abord «maintenus au niveau élevé atteint en 1981»: «Un recul rapide est intervenu durant la seconde moitié de l'année, suite à l'affaire du Banco Ambrosiano, à l'incertitude régnant sur les marchés financiers internationaux et à la baisse généralisée des taux d'intérêt». Un marché pourri, quoi.

APRÈS ZURICH

Si la droite est intelligente...

Zurich, c'est le cinquième de la Suisse, le poids démographique de la Suisse romande, un centre économique de cote internationale; à notre échelle: une mégapole.

Les élections y ont-elles une portée limitée aux frontières cantonales ou marquent-elles une évolution significative du destin national?

Sur ce thème, dialogue de deux observateurs.

M. — *L'échec socialiste trouve d'abord ses explications locales qui ont été décrites. Poids des circonscriptions modifié à la suite du recensement fédéral; querelles intestines à gauche. Pas de mouvement de semblable amplitude ailleurs: Genève, Tessin, Lucerne, Grisons. De toute façon, la parti-*

cipation socialiste au Conseil d'Etat zurichois était réduite à un sur sept. Ce minimum était déjà, depuis longtemps, révélateur.

P. — Précisément! La question est de savoir si l'ensemble de la Suisse s'achemine vers une situation zurichoise avec une participation socialiste strapontin. On peut recenser les facteurs signes d'un changement qui dépassent les amplitudes moyennes des humeurs électorales. Après Zurich, qu'en sera-t-il de Bâle? Ne pas sous-estimer la perméabilité suisse allemande à l'environnement européen: Schmidt et Kreisky sont out; Mitterrand ne permet plus de croire à l'utopie. Devant cet affaiblissement de la sociale-démocratie, certains poseront la question d'une réduction proportionnelle au Conseil fédéral de la participation socialiste. Comme à Zurich, avant même les récentes élections.

M. — *Comparaison fallacieuse. D'abord, l'élection au Conseil fédéral ne se déroule pas au suffrage universel. Toute modification de la composition de l'Exécutif aurait donc un sens différent de celle qu'impose le peuple souverain. Ce serait une décision de partis, un coup de force, une révolution de palais. Or les partis bourgeois ne s'y risqueront pas, pour plusieurs bonnes raisons. D'abord, même affaibli, le parti socialiste restera un des trois grands; aucun des petits partis n'est assez fort pour prétendre à une représentation. D'ailleurs, qui aurait intérêt à les mettre en selle? L'équilibre radical-démocrate-chrétien ne peut d'autre part être rompu. Donc, pas de situation à la zurichoise.*

P. — C'est évident, dans l'immédiat. L'échéance n'est pas 1983, même si en décembre le dossier sera rouvert, même si on en dissertera. Mais au-delà, une question de stratégie, de conduite de la politique suisse se pose. Le pouvoir bourgeois a-t-il intérêt, dans une situation économique plus difficile — alors même que la Suisse a des réserves qui permettent encore de voir venir, comme on dit — à affaiblir ce qui la gêne, par exemple le socialisme de

l'initiative sur les banques, le socialisme hostile au nucléaire, le socialisme partisan d'un social qui coûte cher, le socialisme du référendum sur les dépenses militaires? Certains y songeront.

M. — *Affaiblissement au profit de qui? des extrêmes? des Organisations progressistes? de l'Action nationale? des verts? Quel intérêt pour les partis bourgeois? Cela signifierait une multiplication des initiatives, qui pourtant ne manquent pas, et une radicalisation des actions extra-parlementaires. L'intérêt bien compris des partis bourgeois devrait s'y opposer, d'autant plus que les initiatives socialistes les gênent sans les gêner, puisqu'ils ont les moyens de les faire échouer devant le peuple ou les cantons. En revanche, ils savent, eux, faire un usage non négligeable de l'initiative, initiative-expression comme celle sur la progression à froid ou sur les carburants. Quant au référendum, ils en connaissent aussi les avantages conservatoires. Donc, ils n'ont pas besoin de mettre en œuvre une provocation anti-socialiste.*

P. — Raisonement réaliste et raisonnable, peut-être sera-t-il tenu? Mais il a deux défauts. Les milieux de plus en plus homogènes et fermés de la classe politique suisse sont portés à suivre leur pente, à se faire idéologiquement plaisir. Et surtout, la participation socialiste, si elle a un prix, doit être payée au tarif, même minimal, du consensus. Nous sommes entrés dans une situation où les disparités économiques entre les régions et entre les catégories sociales s'accroissent; des pans de solidarité sociale n'ont pas été bâtis: voir l'assurance-maladie. Le centre-droite peut être tenté de ne pas payer ce prix de réduction des inégalités, c'est-à-dire de vider la participation socialiste de toute substance, de tout dynamisme et d'aboutir, de fait, à une dispersion des oppositions.

M. — *Le pari difficile du socialisme démocratique, en situation de coalition, c'est qu'il présuppose que la droite est intelligente. Risques évidents: parce que l'intelligence politique peut se scléroser... ou ne pas exister.*

Les Vaudois décideront du sort d'Ollon

Sondages en vue d'un éventuel entreposage de déchets radioactifs à Ollon (colline de la Glaiavaz): le peuple vaudois sera consulté. Ce n'était pas l'avis de la Cedra, responsable de l'opération, qui une fois de plus fait la preuve de son incompétence; mais les juristes de la Couronne ont l'air formels sur ce point. Tant mieux: la démocratie a tout à gagner du débat public qui ne manquera pas de précéder la consultation populaire. Et voilà qui dissipe les doutes dont nous faisons ici (DP 681) état: le droit s'avérant clair, le Conseil d'Etat vaudois aura à cœur d'organiser la votation dans les meilleurs délais. Une question pourtant: si la nécessité d'une «assemblée des communes» ne faisait pas un pli pour les spécialistes, pourquoi avoir laissé les populations concernées aussi longtemps dans le doute, alors que les plans de la Cedra dans l'Est vaudois sont connus depuis des mois?

PS. Les lecteurs de «Domaine Public» ne seront pas surpris: un document interne de la CEDRA (coopérative nationale pour l'entreposage des déchets radioactifs) publié conjointement par la «Basler Zeitung» et la «Berner Zeitung» affirme que sur les trente millions dépensés l'an dernier, l'entreprise dirigée par M. Rometsch en a consacré un dixième, soit 3 millions, à des tâches touchant à l'information du public. L'histoire ne dit pas si les actionnaires des centrales nucléaires et autres sociétés de production d'électricité, toutes en mains des collectivités publiques, qui subventionnent ces efforts pour influencer l'opinion, sont satisfaites du travail de la CEDRA. Ce que l'on sait en revanche, c'est que les opposants au nucléaire, partisans des initiatives dûment déposées à Berne, tout en supportant comme contribuables une partie des frais consacrés à les faire changer d'avis, ne parviendront jamais à réunir de telles sommes pour populariser leurs idées.

LUDWIG WITTGENSTEIN (1889-1951)

Aux antipodes de Marx

L'entretien relaté ci-dessous est le résultat d'un travail d'équipe. Jacques Bouveresse, professeur de philosophie à l'Université de Genève, a accepté de s'entretenir avec Curzio Chiesa, Claude Droz et Eric Baier.

L'objet de l'entretien est un petit livre paru au mois d'octobre 1982 aux éditions L'Age d'Homme et intitulé «Remarques sur le Rameau d'Or de Frazer» de Ludwig Wittgenstein.

«Le Rameau d'Or» de Frazer est un traité d'ethnologie qui fit grand bruit dans les milieux anglo-saxons de la fin du XIX^e siècle.

L'actualité très singulière de L. W. réside sûrement, comme l'a relevé Claude Droz, dans la conviction de ce philosophe «que la philosophie laisse toutes choses en l'état»; conviction que l'on pourrait situer de façon un brin simpliste aux antipodes de la formule marxiste selon laquelle la philosophie doit transformer le monde. Mais cette tension entre ce qu'il faut bien appeler le scepticisme conservateur de L. W. (vision du devenir humain comme foncièrement imprévisible) et ses positions éthiques individualistes très volontaristes, conduit au centre même de son analyse du monde moderne.

E.B. *Pourquoi ce petit livre publié aux Editions L'Age d'Homme sur un philosophe inconnu?*

J.B. Votre question, outre qu'elle relève un peu de la provocation, devrait être posée à l'éditeur lui-même, Vladimir Dimitrijevic, qui très probablement a été séduit par l'extraordinaire ressort individualiste de la pensée de L. W. Ce

philosophe n'est évidemment pas un inconnu, bien qu'il soit peu lu dans le public francophone. Citoyen viennois né en 1889 dans une famille juive immensément riche, il fit des études d'ingénieur à Berlin, puis s'inscrivit en 1908 à l'Université de Manchester. Il fréquenta alors Bertrand Russell, qui venait de publier ses «Principes de la mathématique», et G. Frege, connu également pour ses études sur la philosophie des mathématiques.

L'intérêt même de l'approche de L. W., et c'est ce qui chez lui séduit la jeunesse allemande actuelle, réside dans son extrême réserve à l'égard de toutes les opinions et doctrines reçues, liée à une absence intentionnelle d'engagement politique. Il faut souligner cependant que ce refus du politique va de pair chez Wittgenstein avec une valorisation sans précédent des positions individualistes et éthiques. Il est en cela très proche d'écrivains et penseurs comme Kraus, Musil, Cannetti ou Joseph Roth, tous Viennois, témoins atterrés de la décadence de l'empire et de la culture austro-hongrois.

L'AMBITION DE LA PHILOSOPHIE

Si L. W. doit être considéré comme l'héritier de la grande philosophie européenne, pourquoi peut-on parler aujourd'hui d'un retour ou raptivement de sa pensée?

Parce que L. W. est avec Heidegger et Dewey l'un des artisans essentiels d'une transformation fondamentale qui est en train de s'effectuer dans notre façon de concevoir la philosophie. Chacun des trois a en effet rompu avec la tradition kantienne qui cherche à fonder la connaissance sur une base solide, révolutionnaire et non contestée. Ce temps d'une recherche philosophique «fondationnelle» est révolu. L. W. s'efforce plutôt de mettre en question sans cesse les motifs qu'il a lui-même de philosopher et

non pas de fournir à d'hypothétiques disciples un programme philosophique.

Dans cette même optique, L. W. se situe à l'extrême opposé de la conception marxiste de la philosophie telle qu'elle se manifeste dans les «Thèses sur Feuerbach» de Karl Marx:

«Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières; ce qui importe c'est de le transformer.»

Comme je l'ai écrit dans ce petit livre publié à L'Age d'Homme, tous ceux qui pensent que l'ambition de la philosophie doit être, d'une manière ou d'une autre, de transformer le monde, et non pas seulement de le comprendre, admettent difficilement qu'un philosophe puisse soutenir que «la philosophie laisse toutes choses en l'état», qu'il faut voir dans le jeu de langage qui se joue le phénomène premier...

LE JEU DE LANGAGE

Vous venez de «lâcher» un mot essentiel chez L. W., la notion de «jeu de langage». Comment définir cette notion-clef?

Malheureusement, le concept de «jeu de langage» est de tous les concepts wittgensteiniens à la fois le plus galvaudé et le plus problématique.

D'une certaine façon, le jeu de langage met en évidence le caractère essentiellement intersubjectif et social de la signification et la dépendance nécessaire de tout acte de compréhension individuel par rapport à une «communauté de compréhension réelle ou idéale».

Voulez-vous un exemple? Vous vivez à Genève au XX^e siècle et vous souhaiteriez comprendre le fossé doctrinaire qui séparait Jean Calvin de Michel Servet. Impossible, répond L. W., car tout un contexte impliquant la morale, le langage et les attitudes a disparu. Nous sommes

aujourd'hui radicalement incapables de comprendre les motivations de Calvin faisant condamner Michel Servet. C'est pourquoi le philosophe ne peut pas faire beaucoup plus aujourd'hui que de formuler un diagnostic sur la culture contemporaine.

SCIENCE ET MAGIE

A propos de la civilisation contemporaine, L. W. s'est beaucoup intéressé au rôle de la science dans le monde. Il a par exemple fait remarquer que «la différence entre science et magie peut s'exprimer dans le fait qu'il y a dans la science un progrès, et pas dans la magie».

Oui, presque toute la philosophie de L. W. a été déterminée par la position qu'il a prise sur la dimension du progrès. Le progrès est un aspect du monde contemporain qu'il n'accepte pas comme allant de soi. C'est devenu aujourd'hui une thèse très répandue.

Mais pour revenir à la comparaison qu'il opère entre la science et la magie, il ne faut pas croire que L. W. veuille annuler la différence ou mettre science et magie sur un pied d'égalité. Sûrement pas. Il veut plus simplement suggérer que la magie n'a absolument pas disparu des sociétés les plus technologiques. L. W. reproche aux sciences d'avoir contribué à développer chez les gens une tendance funeste à «endormir l'étonnement». Non pas que L. W. se situe dans un courant favorable à l'irrationnel, pas du tout, il critique bien plutôt les limites de la culture scientifique, son insuffisance, son impérialisme.

Comme l'écrit Von Wright, «pour L. W. la théorie des ensembles était un cancer enraciné profondément dans le corps de notre culture et avec des effets déformants sur cette partie de notre culture que constituent nos mathématiques. S'il avait vécu assez longtemps pour constater le rôle que la théorie des ensembles en est

arrivée à jouer depuis comme base pour l'enseignement des mathématiques aux enfants, il aurait sans doute été dégoûté et il aurait peut-être dit que c'était la fin de ce qu'on avait l'habitude de désigner sous le nom de mathématiques» («Remarques sur le Rameau d'Or de Frazer», p. 59). Pour l'anecdote, il est amusant de constater que ces mêmes mathématiciens qui étaient à la source de l'introduction des maths modernes sont aujourd'hui beaucoup moins sûrs de la validité théorique de cette approche. Les doutes de L. W. sont donc partiellement confirmés.

L'ENGAGEMENT

L. W. aurait-il été écologiste?

Non. Son refus de tout engagement militant l'aurait également tenu à l'écart d'un mouvement comme l'écologie. Mais il n'aurait peut-être pas désavoué certaines prises de position radicales et courageuses des verts.

Ce qui fait l'actualité de L. W., c'est sa critique infatigable de l'esprit rationaliste. N'oublions pas que les progrès des sciences humaines, surtout après Freud, ont plutôt élargi le champ de l'irrationnel. Il faut aujourd'hui décupler nos efforts pour être et rester rationnels.

Je retiens cette citation frappante:

«On peut dire que les jeunes gens, à l'heure qu'il est, se trouvent tout à coup dans une situation où l'entendement commun normal ne suffit plus aux exigences extraordinaires de la vie. Tout est devenu si embrouillé que, pour le maîtriser, il faudrait un entendement exceptionnel. Car il ne suffit plus de pouvoir jouer le jeu comme il faut; on voit revenir sans cesse la question: faut-il en fait jouer actuellement ce jeu et quel est le bon jeu?» («Vermischte Bemerkungen», p. 27).

TRANSPARENCE

Pour un droit à l'information

Août 1977: au Grand Conseil genevois, une motion (socialiste) de René Longet propose d'introduire dans la législation cantonale un «principe de publicité des documents administratifs». En point de mire de cette proposition, une brèche dans le principe de confidentialité qui régit tout le système d'accès aux documents ainsi qu'aux séances et réunions des services publics.

Deux ans plus tard, la commission parlementaire «ad hoc» abonde dans le sens du motionnaire.

Et finalement, en septembre 1981, le Conseil d'Etat genevois refuse d'instaurer par voie législative un principe général d'accès aux informations qui «n'apparaît pas compatible avec la liberté de choix et d'action qui est une condition nécessaire de l'efficacité de l'administration».

On est au cœur du problème: l'efficacité contre la transparence! C'est encore dans cette mare d'intérêts contradictoires que Micheline Calmy-Rey vient de lancer un nouveau pavé qui mérite, même au-delà des frontières genevoises, la plus grande attention: la députée socialiste ne propose ni plus ni moins qu'un «droit à l'information» inscrit dans la Constitution et faisant obligation aux autorités cantonales et communales de donner des informations sur leurs activités. Un débat fortement juridique en perspective (champ de l'obligation d'informer, portées des exceptions inévitables, etc.), mais un débat crucial: chacun a au moins une fois dans son existence de contribuable ou de citoyen expérimenté combien la confidentialité est porteuse d'inégalités. Micheline Calmy-Rey: «(...) A trop vouloir cacher, l'Etat crée surtout de véritables rentes de situation au profit de ceux qui disposent de relations privilégiées avec ses services. Le secret est propice au développement des tentatives, à l'institutionnalisation des pressions, à la multiplication des passe-droits.»

DÉMOCRATIE

Femmes en plus

A en juger d'après les résultats des élections cantonales à Lucerne et Zurich (mais non au Tessin, il est vrai), les femmes s'infiltrèrent toujours plus avant dans les législatifs cantonaux: elles sont désormais 28 au lieu de 18 (sur 170 sièges) à Lucerne, et 27 au lieu de 26 (sur 180 sièges) à Zurich.

L'égalité arithmétique au sein d'une députation n'est désormais plus une utopie: à Lucerne, le groupe socialiste compte 6 élues sur 12 députés, les Poch (et «colorés») même 6 sur 11. A Zurich, les indépendants ont placé 6 femmes parmi leurs 12 députés, s'offrant le luxe de battre, grâce à la con-

seillère nationale et députée sortante Monika Weber, les principaux candidats socialistes dans leur fief de Zurich-Nord (11/12).

Malgré tous ses discours sur la famille, la mère, etc., le Parti démocrate-chrétien ne se pose pas en grand parti émancipateur: tout juste 9 élues sur 87 à Lucerne (10,3%) et 2 élues sur 23 à Zurich (8,7%). Comme quoi le fait de détenir la majorité absolue n'offre aucune garantie d'effort anti-discriminations de fait; qui peut le plus ne veut pas forcément le moins.

Dans le genre militaro-ruralo-machiste, l'UDC reste pure et dure: pas une seule élue sur 35 députés à Zurich, aucune parlementaire fédérale dans un groupe de 28 représentants du peuple et des cantons. Pour l'UDC, la politique reste une affaire d'hommes. Comme l'école de recrues, le marché

aux bestiaux, la partie de cartes et le goût des vrais Stumpfen.

A l'autre bout de l'éventail politique, le féminisme marche bien, malgré les brusqueries souvent mal comprises de celles qui veulent bondir tout de suite en plein XXI^e siècle. Il contribue même efficacement à la survie des partis socialistes fortement minoritaires: voyez Lucerne, avec sa députation fifty-fifty, voyez le Valais, qui présente efficacement depuis douze ans un visage féminin à Berne.

EN BREF

Dans le dernier magazine du «Tages Anzeiger» (17), la médecine à l'ordre du jour. En deux sujets, à vrai dire tout à fait différents: d'une part une somme sur les scanners et autres «super-machines», leur influence sur la science du diagnostic et la santé en général; d'autre part une dizaine de pages consacrées à la psychiatrie en URSS, bilan dû au psychiatre américain Walter Reich; un travail qui pour une fois ne sacrifie pas aux poncifs du genre. Ce texte inclinera peut-être le lecteur à se reporter à la dernière livraison (mai-juillet 83: une des seules publications de ce type qui soit aussi ponctuelle!) du «Bulletin du comité de solidarité socialiste avec les pays de l'Est, Samizdat 83» (adresse utile c.p. 31, 1213 Petit-Lancy) dont le sommaire comprend, outre la régulière «chronique de la répression», des documents et des analyses de la situation en Pologne, en Tchécoslovaquie, en URSS et en Hongrie.

MOTS DE PASSE

Lâcher de ballons

Aussitôt séparé du corps le nom ficelé à sa bulle d'air va dire ailleurs le jour et l'heure de cet écart.

H. Bezençon.